

الصفحة	<p style="text-align: center;">الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا الدورة الاستدراكية 2024 - الموضوع -</p>	<p style="text-align: center;">المملكة المغربية وزارة التربية الوطنية والتعليم الأولي والرياضة</p> 	<p style="text-align: center;">المركز الوطني للتقويم والامتحانات</p>
1			
17			
***	TTTTTTTTTTTTTTTTTTTT-TTTT	RS 52	

3h	مدة الإنجاز	الاقتصاد العام والإحصاء	المادة
6	المعامل	شعبة علوم الاقتصاد والتدبير مسلك العلوم الاقتصادية	الشعبة المسلك

- Les pages 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 sont à compléter et à rendre avec la copie.
- Évitez les ratures et les surcharges.
- L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée.
- Pour les résultats des calculs, retenez uniquement les deux premiers chiffres après la virgule.
- Pour la synthèse argumentée, évitez l'utilisation des tirets et rédigez votre réponse sous forme de paragraphes structurés (utilisez les connecteurs logiques) avec des transitions.
- 0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation soignée de la copie.

DOSSIER 1 : DYSFONCTIONNEMENTS DES MARCHES ET AGREGATS DE LA COMPTABILITE NATIONALE

DOCUMENT 1 : Café, les cours mondiaux explosent

Le café représente un moyen de subsistance pour près de 125 millions de personnes à travers le monde. Il est l'une des matières premières les plus échangées au monde, avec une production annuelle prévue d'environ 10,2 millions de tonnes (MT) en 2023. La consommation mondiale est prévue d'atteindre les 10,71 MT au cours de la même année, alors qu'elle a été de 10,53 MT en 2022.

Sur ce marché, dominé par trois grands pays producteurs : le Brésil, le Vietnam et la Colombie, le prix moyen du café a augmenté de 40 % en 2022 par rapport à 2021.

Au niveau national, la flambée du prix du café risque de peser lourdement sur le budget des ménages. Ceux-ci consomment en moyenne 3 kg du café par an et par personne. Les professionnels de la restauration (Cafés, restaurants, hôtels ...) craignent également de ne pas pouvoir répercuter entièrement les surcoûts sur les clients en raison de la concurrence déloyale croissante des cafés mobiles.

Sources : www.agenceecofin.com au 07/07/2023 et www.maroc-diplomatique.fr au 22/07/2023 (Texte adapté)

DOCUMENT 2 : Maroc, marché de travail toujours sous pression

Le Maroc est confronté à une situation préoccupante en termes de chômage. Bien que le gouvernement ait mis en place plusieurs politiques pour l'emploi, les résultats ne sont pas encore visibles. Il est donc important de prendre en compte les défis liés à l'éducation et à la formation.

Entre le troisième trimestre de 2022 et celui de 2023, le nombre de chômeurs a connu une augmentation de 181 000 personnes en milieu urbain et de 67 000 en milieu rural pour atteindre 1 625 000 personnes. En conséquence, le taux de chômage est passé, au cours de la même période, de ..?.. % à 13,5% au niveau national, de 15,0% à 17,0% en milieu urbain et de 5,2% à 7,0% en milieu rural. La hausse du chômage a concerné l'ensemble des catégories de la population. Il a augmenté chez les hommes, passant de 9,5% à 11,7%, et chez les femmes, de 17,8% à **19,8%**. Il a également enregistré une hausse parmi les diplômés, passant de 17,7% à 19,8%, et parmi les non diplômés de 4,1% à 5,5%.

Il est à noter que la population active a été de 12 127 000 personnes au troisième trimestre de 2022.

Source : www.hcp.ma (Texte adapté)

DOCUMENT 3 : Maroc, forte inflation en 2023

La banque centrale anticipe une inflation en baisse. Ainsi, après un taux de **6,1%** en 2023, l'inflation devrait s'établir à 3,8% en 2024.

La composante de l'inflation qui exclut les produits à prix volatils et les produits à tarifs publics devrait aussi connaître une trajectoire similaire, passant de 6,6% en 2023 à 2,9% en 2024.

Après un taux de 6,6% en 2022, la hausse du niveau général des prix a continué de s'accélérer pour atteindre un pic de 10,1% en février 2023. Et depuis, l'inflation s'est inscrite en décélération mais reste à des niveaux élevés en lien avec le renchérissement des produits alimentaires frais, revenant à 8,2% en mars, à 7,8% en avril puis à 7,1% en mai.

Indice des prix à la consommation (IPC) en 2023 (base 100 en 2017)

Elément	Coefficient de pondération (CP) en %	IPC	Variation en %
Produits alimentaires (PA)	38,788	128,7	12,5
Produits non alimentaires (PNA)	61,212	..?..	
Ensemble		117,6	6,1

Sources : www.ecoactu.ma au 20/07/2023 et www.hcp.ma (Texte adapté)

DOCUMENT 4 : Maroc, croissance économique en 2023

Bank Al-Maghrib (BAM) prévoit une croissance du PIB de **2,9%** pour 2023 et de 3,2% attendue en 2024. À noter que ces chiffres omettent des facteurs exogènes, y compris l'impact potentiel du séisme qu'a connu le Maroc le 08 septembre 2023.

Tirée par la demande extérieure, cette croissance a été réalisée dans un contexte d'une hausse d'inflation et d'une aggravation du besoin de financement de l'économie nationale.

L'arrêt des comptes nationaux de l'année 2022 fait ressortir un net ralentissement de la croissance économique se situant à 1,3% au lieu de 8% l'année précédente. La valeur ajoutée des activités non agricoles a affiché une augmentation de 3% alors que celle du secteur agricole a baissé de 12,9%.

**Maroc, extrait des comptes nationaux aux prix courants
- Valeurs en milliards de DH (MMDH) et taux en % -**

Eléments	2019	2020	2021	2022
PIB	1 152,8	1 152,4	1 284,1	..?..
Valeur ajoutée agricole (VAA)	128,6	117,1	145,2	130,3
Valeur ajoutée non agricole (VANA)	891,0	919,0	1 006,2	1 070,6
Impôts sur les produits nets de subventions (IPNS)				129,2
Taux d'épargne nationale (TE) (x)	27,8	26,0	26,4	24,8
Taux d'investissement (TI) (y)	31,9	28,8	30,5	30,3

Source : www.hcp.ma (Texte adapté)

TRAVAIL A FAIRE :**(10,00 pts)**

Document de référence	N°	Question	Barème
ANNEXE 1	1	Complétez l'ANNEXE N°1, page n° 6.	1,00 pt
DOCUMENT 1	2	Complétez l'ANNEXE N°2, page n° 7.	2,00 pts
DOCUMENT 2	3	Complétez l'ANNEXE N°3, pages n° 7 et 8.	2,00 pts
DOCUMENT 3	4	Complétez l'ANNEXE N°4, page n° 8.	1,75 pt
DOCUMENT 4	5	Complétez l'ANNEXE N°5, page n° 9.	3,25 pts

DOSSIER 2 : CIRCUIT ECONOMIQUE, POLITIQUES CONJONCTURELLES ET ECHANGES EXTERIEURS

DOCUMENT 5 : Maroc, actions de Bank Al-Maghrib (BAM) face à l'inflation

Après avoir maintenu le taux directeur en 2021 à 1,5%, BAM l'a relevé à plusieurs reprises pour atteindre 3% depuis mars 2023. Le resserrement monétaire cumulé depuis septembre 2022 a été insuffisant pour ramener l'inflation à son objectif implicite de 2% à moyen terme, incitant la banque centrale à poursuivre son cycle de resserrement.

Le maintien du taux directeur inchangé vise le soutien de certains secteurs d'activité et du pouvoir d'achat des ménages. Par ailleurs, **la hausse du taux directeur est un outil utilisé pour décourager la consommation et l'investissement et desserrer (*) ainsi la pression sur les prix.**

D'un autre côté, l'agrégat monétaire M3 est revenu, en glissement annuel, à 6,7% en août après 7,1% en juillet 2023. Cette évolution reflète principalement l'accentuation de la baisse des comptes à terme et la hausse de la circulation fiduciaire et des dépôts à vue auprès des banques.

Au cours de la même période, les avoirs officiels de réserve ont connu une quasi-stagnation de leur croissance à 6,2%, tandis que les créances nettes sur l'Administration Centrale ont enregistré une hausse de 8,3% après 3,2%.

(*) détendre

Sources : www.hcp.ma et www.fnh.ma au 01/07/2023 (Texte adapté)

DOCUMENT 6 : Maroc, dépenses budgétaires en augmentation plus que les ressources

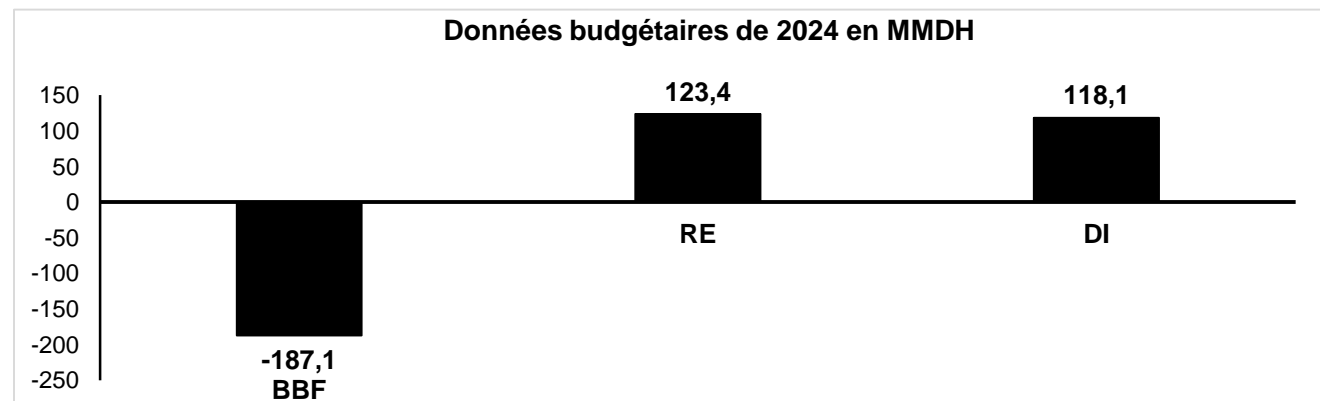
La loi de finances (LF) 2024 a été élaborée dans un contexte national et international contraignant, alliant aussi bien sécheresse qu'inflation. À cela s'est ajoutée une autre contrainte, celle du séisme du 8 septembre 2023 et les dépenses exceptionnelles liées à la mise en œuvre de l'ambitieux programme gouvernemental de reconstruction de 120 milliards de dirhams (MMDH) sur 5 ans. En plus, le programme d'aide aux logements devrait nécessiter une enveloppe de 9,5 MMDH en cette année. Les dépenses du budget général sont ainsi mises sous pression dans cette LF et devraient atteindre 435,7 MMDH, en hausse de 6,6% par rapport à la LF 2023.

Sans surprise, les dépenses de fonctionnement (DF) accaparent 64% du budget (279,4 MMDH), en progression de 3% par rapport à 2023. Il est à préciser que les charges communes-fonctionnement ressortent en diminution de 10% à 34,8 MMDH. Elles couvrent essentiellement les charges de compensation estimées à 17 MMDH, alors qu'elles étaient établies à 26 MMDH dans la LF de 2023. Les dépenses en intérêts et commissions (DIC) se rapportant à la dette publique, s'élevant à 38,2 MMDH, représentent près de 14% des dépenses de fonctionnement de l'Etat en 2024.

De leur côté, les différentes recettes fiscales (RF) et non fiscales (RNF), dont les montants respectifs s'élèvent à 280,4 MMDH et 30,9 MMDH, ne suffiraient même pas pour financer les dépenses ordinaires, surtout avec la généralisation prévue de l'exonération de la TVA aux produits de base de large consommation.

En 2025 et 2026, les privatisations et les transferts d'actifs devraient générer 3 MMDH chaque année. Cette importante injection de fonds permettrait de financer des projets de développement de l'Etat, d'améliorer les infrastructures, de stimuler la croissance économique et surtout de contribuer au financement du programme social.

Données budgétaires de 2024 en MMDH



BBF : Besoins bruts de financement du budget de l'Etat

RE : Recettes d'emprunts à moyen et long termes

DI : Dépenses d'investissement du budget général

Sources : www.lavieeco.com au 27/10/2023 et www.le360.ma au 26/12/2023 (Texte adapté)

DOCUMENT 7 : Economie fictive, agents économiques et flux

Flux	Agent économique	Ménages	Administrations publiques (AP)	Sociétés non financières (SNF)	Sociétés financières (SF)	Reste du monde (RDM)
Achats de biens et services marchands et non financiers		5 460	1 695			
Exportations						600
Importations						600
Salaires versés par les SNF		4 860				
Prélèvements obligatoires sur les SNF			2 340			
Prélèvements obligatoires sur les ménages			2 700			
Traitements		1 200				
Transferts sociaux		2 250				
Crédits nets			105	45		

Source : Tableau élaboré à partir des données fictives

TRAVAIL A FAIRE :

(6,50 pts)

Document de référence	N°	Question	Barème
ANNEXE 6	6	Complétez l'ANNEXE N°6, page n° 10.	1,00 pt
DOCUMENT 5	7	Complétez l'ANNEXE N°7, pages n° 10 et 11.	1,75 pt
DOCUMENT 6	8	Complétez l'ANNEXE N°8, pages n° 11 et 12.	2,25 pts
DOCUMENT 7	9	Complétez l'ANNEXE N°9, page n°13.	1,50 pt

DOSSIER 3 : OUVERTURE DE L'ECONOMIE, LEVIER DU COMMERCE EXTÉRIEUR MAROCAIN

DOCUMENT 8 : Maroc face aux perturbations du commerce mondial

L'économie marocaine devrait subir les répercussions des perturbations du commerce mondial, suite notamment à la décélération de la croissance de nos principaux douze partenaires commerciaux. Ainsi, les exportations des biens et services en volume devraient progresser de 9,0% en 2022 tirées par les exportations en particulier des secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et du textile. De leur côté, les importations des biens et services devraient progresser de 7,4% en volume en 2022, à cause, notamment, du faible rendement céréalier de l'amont agricole au Maroc et des importations incompressibles des produits énergétiques qui devraient enregistrer une hausse, sur fond d'une demande intérieure croissante. Par ailleurs, l'allègement des mesures restrictives de déplacement et l'ouverture des frontières devraient avoir un impact positif sur le niveau des échanges des services qui devraient garder leur tendance haussière avec un retour graduel des activités du tourisme et du transport. Ainsi le déficit commercial devrait s'aggraver passant de 15,6% du PIB en 2021 à 17,9% en 2022.

Source : www.hcp.ma (Texte adapté)

DOCUMENT 9 : Maroc, libéralisation des échanges extérieurs

Le Maroc est l'un des pays précurseurs en Afrique et dans le monde arabe à avoir opté pour la libéralisation de son économie et de ses échanges extérieurs et ce depuis le début des années 80. Ceci a permis son adhésion au GATT en 1987 et la conclusion en 1994 des accords de Marrakech ayant donné naissance à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1995. Cette politique s'est renforcée, au début des années 2000, par l'adoption d'une nouvelle génération de réformes qui a porté principalement sur l'élimination des mesures non tarifaires tant à l'importation qu'à l'exportation, la simplification du système de taxation des importations et la rationalisation du tarif douanier. La politique d'ouverture et de libéralisation entreprise par le Maroc s'est traduite également par la conclusion d'une série d'accords de libre-échange avec ses principaux partenaires commerciaux tels que l'Union Européenne, les pays arabes, les Etats-Unis d'Amérique et la Turquie. Ces accords émergent comme principal outil de la politique d'ouverture visant à renforcer l'intégration du pays à l'économie mondiale et à son environnement régional.

Cette politique commerciale ouverte dynamise les exportations et les recettes en devises et favorise les transferts des technologies et du savoir-faire internationaux. Ces transferts constituent la pierre angulaire de l'investissement étranger. Aussi permet-elle le développement des exportations par une mise en œuvre plus avancée des actions visant le développement et la valorisation des exportations.

Sources : www.cnea.ma et www.oecd.gov (Texte adapté)

TRAVAIL A FAIRE :

(3,00 pts)

Documents de référence	N°	Question	Barème
Documents N°8 et 9	10	<p>Exploitez les documents du dossier n°3 et vos connaissances acquises :</p> <p>De nos jours, le commerce extérieur constitue l'un des moteurs indéniables de l'amélioration de la performance économique et sociale d'un pays. Il est un facteur déterminant dans les choix économiques adoptés par les pays optant pour l'ouverture et le libéralisme, dans un contexte marqué par l'évolution croissante des échanges internationaux.</p> <p>Après avoir caractérisé le commerce extérieur marocain (trois caractéristiques) et précisé les facteurs qui sont à l'origine de sa situation en 2022 (trois facteurs), montrez dans quelle mesure l'ouverture et la libéralisation des échanges extérieurs contribuent au développement du commerce extérieur du Maroc.</p> <p>N.B :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rédigez votre réponse à la question de synthèse sur les pages n° 14, 15, 16 et 17. • Évitez l'utilisation des tirets et rédigez votre réponse sous forme de paragraphes structurés (utilisez les connecteurs logiques) avec des transitions ; • Votre travail doit respecter la forme usuelle d'une synthèse argumentée (Introduction, développement et conclusion). 	3,00 pts

DOSSIER 1 : DYSFONCTIONNEMENTS DES MARCHES ET AGREGATS DE LA COMPTABILITE NATIONALE

ANNEXE 1 : Mettez une croix (x) dans la case appropriée (Vrai ou Faux). Justifiez ; (1,00 pt)

N°	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	Dans une économie, le taux d'activité désigne la part des chômeurs dans la population en âge d'activité.			
2	Dans un marché de concurrence pure et parfaite, le profit maximum d'un producteur est réalisé lorsque le profit marginal est nul.			
3	Les keynésiens expliquent le chômage par la hausse des salaires sur le marché du travail.			
4	L'indicateur de l'inflation sous-jacente mesure le niveau de la hausse générale des prix sans tenir compte de certains postes de dépenses de consommation dans le calcul.			
5	Les certificats de dépôt s'échangent sur le marché financier.			
6	Sur le marché des biens et services, l'offre globale est la richesse créée au niveau national à laquelle s'ajoutent les exportations.			

ANNEXE 2 : (Référence : Document n°1)

(2,00 pts)

a- Identifiez le type du marché mondial du café selon :

(0,25 pt)

l'objet	le régime

b- Caractérissez le marché mondial du café selon ses composantes (une caractéristique par composante) ;

(0,25 pt)

Offre	Demande	Prix

c- Relevez un effet de l'activité des cafés mobiles sur les professionnels de la restauration au Maroc ;

(0,25 pt)

--

d- Calculez et lisez l'indice d'évolution de la consommation mondiale du café en 2023, base 100 en 2022 ; (0,75 pt)

Formule	Application numérique et résultat	Lecture

e- Vérifiez en justifiant, pour le marché mondial du café, si :

(0,50 pt)

la loi de l'offre et de la demande est respectée ;	
la condition d'atomicité de la concurrence pure et parfaite est respectée ;	

ANNEXE 3 : (Référence : Document n°2)

(2,00 pts)

a- Identifiez la nature du dysfonctionnement sur le marché du travail ;

(0,25 pt)

--

b- Dégagez une cause du chômage au Maroc ;

(0,25 pt)

--

c- Lisez la donnée en gras soulignée ;

(0,25 pt)

19,8%	
-------	--

d- Calculez le taux de chômage au Maroc au troisième trimestre 2022 ;

(0,75 pt)

Formule	Application numérique	Résultat

e- Relevez et illustrez deux caractéristiques du chômage au Maroc au troisième trimestre 2023.

(0,50 pt)

Caractéristique	Illustration

ANNEXE 4 : (Référence : Document n°3)

(1,75 pt)

a- Lisez les données en gras soulignées ;

(0,50 pt)

6,1%	
117,6	

b- Relevez le passage faisant allusion à la situation de désinflation au Maroc ;

(0,25 pt)

--

c- Calculez :

(1,00 pt)

Élément	Formule	Application numérique	Résultat
IPC en 2022			
IPC des produits non alimentaires au Maroc pour l'année 2023			

ANNEXE 5 : (Référence : Document n°4)

(3,25 pts)

a- Lisez les données en gras soulignées ;

(0,50 pt)

2,9 %

30,5 %

b- Relevez un facteur explicatif du ralentissement de la croissance économique en 2022 ;

(0,25 pt)

c- Calculez et lisez :

(1,00 pt)

Elément	Formule	Application numérique et résultat	Lecture
Produit intérieur brut 2022 (PIB ₂₀₂₂)			
Epargne nationale brute 2021 (ENB ₂₀₂₁)			

d- Déterminez l'équation de la droite d'ajustement linéaire selon la méthode des moindres carrés (méthode développée) sachant que :

(1,25 pt)

- x : Taux d'épargne nationale ;
- y : Taux d'investissement ;

$\bar{x} = 26,25$

$\bar{y} = 30,37$

$\sum xiyi = 3\ 192,26$

$\sum xi^2 = 2\ 760,84$

	Formule	Application numérique	Résultat
a			
b			
Equation de la droite d'ajustement linéaire			

e- Déterminez le taux d'investissement prévisionnel en 2025 si le taux d'épargne nationale atteindrait 32,5%.

(0,25 pt)

DOSSIER 2 : CIRCUIT ECONOMIQUE, POLITIQUES CONJONCTURELLES ET ECHANGES EXTERIEURS

ANNEXE 6 : Mettez une croix (x) dans la case appropriée ;

(1,00 pt)

1- Le taux de pénétration est :

- (Exportations / Importations) x 100
 (Exportations de biens et services / PIB) x 100
 (Importations de biens et services / Marché intérieur) x 100
 (Exportations de biens et services / Marché intérieur) x 100

2- La fixation d'un tarif douanier extérieur commun à l'égard des pays étrangers à la zone de libre-échange correspond à :

- un marché commun.
 une union douanière.
 une union économique.
 une union économique et monétaire.

3- Lorsque les TER d'un pays sont inférieurs à 100, on dit qu'il vend à l'étranger :

- au même prix qu'il ne lui achète.
 à un prix plus cher qu'il ne lui achète.
 à un prix qui tend à augmenter moins vite qu'il ne lui achète.
 à un prix moins cher qu'il ne lui achète.

4- Selon Friedrich LIST, chaque pays doit :

- se spécialiser dans la production pour laquelle il est le plus efficace.
 se spécialiser dans la production pour laquelle il est relativement le plus efficace.
 mettre en place des barrières protectionnistes visant à protéger les industries naissantes.
 mettre en place des barrières protectionnistes visant à protéger les industries puissantes.

5- La politique budgétaire de relance a pour objectif :

- la lutte contre le chômage.
 la stabilité des prix.
 la réduction du déficit budgétaire.
 la lutte contre l'inflation.

6- La politique économique conjoncturelle est l'ensemble de mesures prises par les pouvoirs publics pour atteindre des objectifs :

- à court et à long termes.
 à moyen et à long termes.
 à long terme.
 à court terme.

ANNEXE 7 : (Référence : Document n°5)

(1,75 pt)

a- Précisez pour 2023 :

(0,25 pt)

Une action de la politique monétaire	
La nature de la politique monétaire	
Un objectif final de la politique monétaire	

b- Relevez :

(0,50 pt)

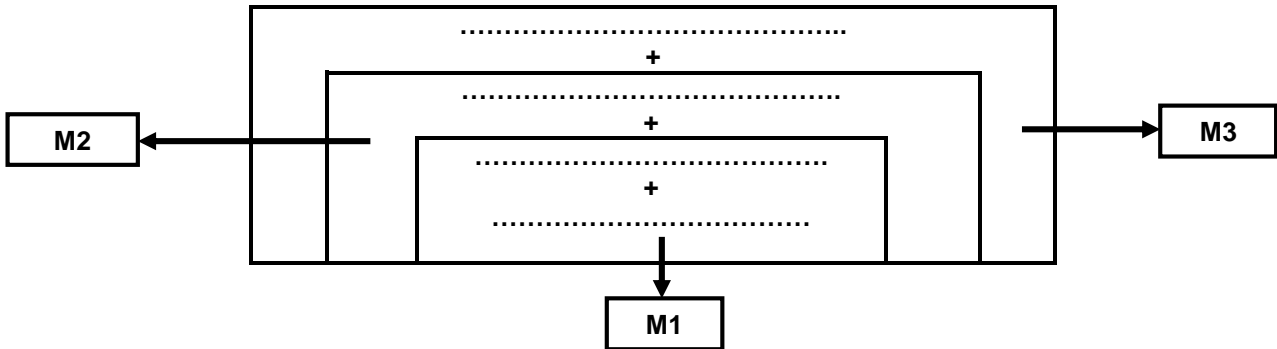
Deux composantes de
la masse monétaireDeux contreparties de
la masse monétaire

c- Expliquez le passage en gras souligné ;

(0,50 pt)

d- Complétez le schéma ci-dessous en utilisant les expressions convenables :

(0,50 pt)

Créances nettes sur l'Administration Centrale – Circulation fiduciaire – Monnaie scripturale – Avoirs officiels de réserve
– Placements à vue – Créances sur l'économie – Autres actifs monétaires

ANNEXE 8 : (Référence : Document n°6)

(2,25 pts)

a- Relevez :

(0,25 pt)

Deux actions
budgétaires
en 2024Une recette non
fiscale

b- Précisez :

(0,25 pt)

b₁ - deux effets positifs éventuels des opérations de privatisation au Maroc ;

Un effet sur la bourse des valeurs

Un effet sur le déficit budgétaire

b₂ - une conséquence d'une décompensation éventuelle sur les ménages ;

c- Calculez et lisez pour 2024 :

(1,00 pt)

Élément	Formule	Application numérique et résultat	Lecture
Solde du budget général HEA* (SBG HEA)			

* HEA : hors produits des emprunts et hors amortissements de la dette publique à moyen et long termes

Besoins résiduels de financement du budget de l'Etat (BRF)			
--	--	--	--

d- Expliquez l'effet de la généralisation prévue de l'exonération de la TVA sur les produits de base de large consommation sur la croissance économique ;

(0,50 pt)

e- Montrez qu'il y aurait une désépargne publique au Maroc en 2024 ;

(0,25 pt)

ANNEXE 9 : (Référence : Document n°7)

(1,50 pt)

a- Calculez le montant de l'épargne des ménages ;

(0,25 pt)

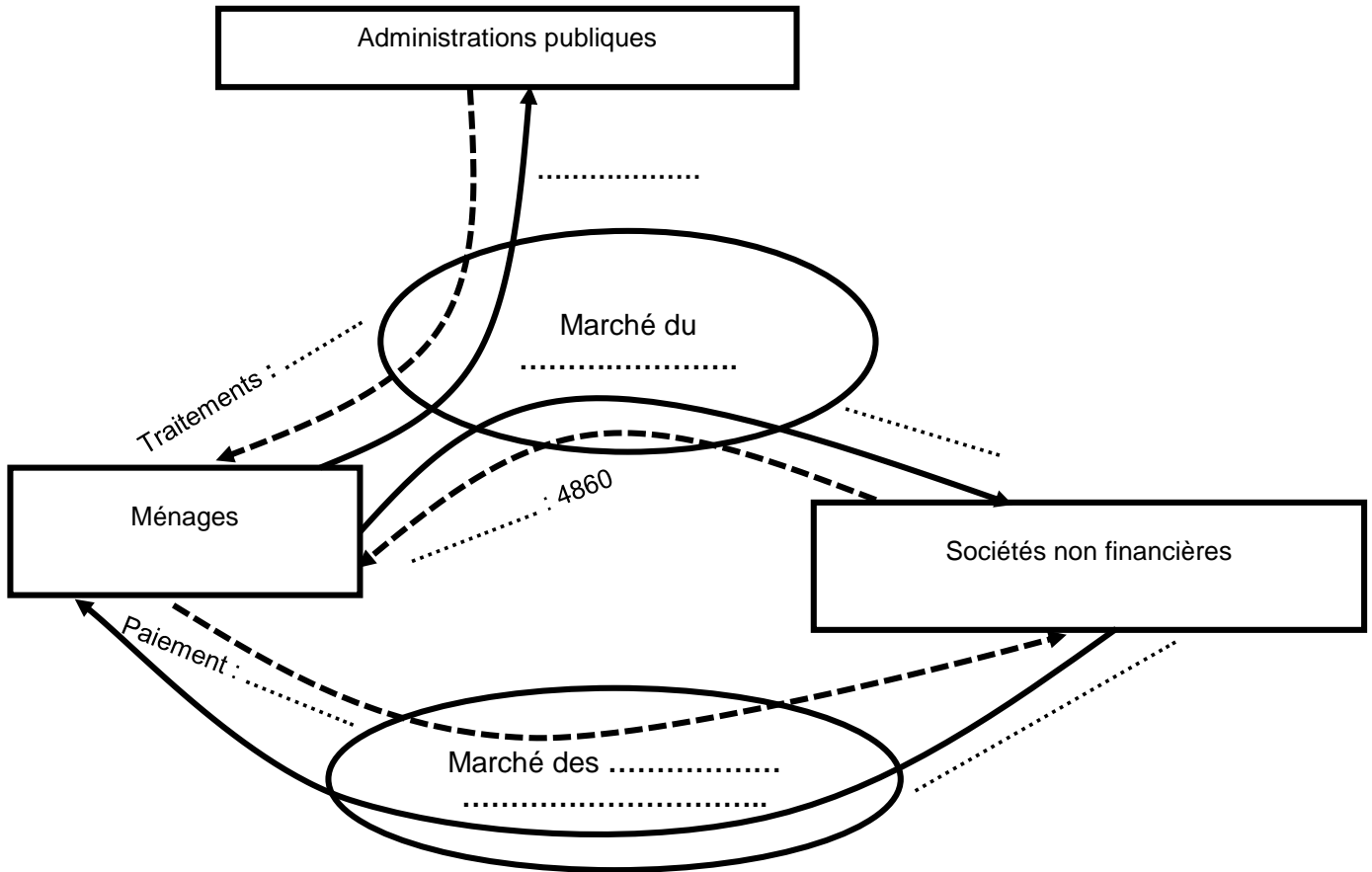
Formule	Application numérique	Résultat

b- Complétez :

b-1- le tableau ressources-emplois des administrations publiques ; (0,50 pt)

Administrations publiques			
Emplois		Ressources	
Elément	Montant	Elément	Montant
Total		Total	

b-2- le circuit économique simplifié représentant les flux monétaires et physiques par les valeurs ou les expressions convenables. (0,75 pt)



Légende : — Flux physiques - - - Flux monétaires

Area for writing the answer, consisting of a large rectangular box with horizontal dotted lines.

0,5 point est réservé à la présentation soignée de la copie